

[Texte]

a long-term basis. Promised discussions between the Committee of the Cabinet and the Executive Council of the National Indian Brotherhood can deal with these and other questions related to the stability and permanency of the housing program.

During the time that workable policies and programs are being developed, the housing program should continue on an emergent basis in order to meet the present urgent needs.

In the past, proposals for housing moneys submitted by the Department of Indian Affairs to Treasury Board have met with resistance. No doubt this can be attributed to the government's attempt to fit Indian housing into the general housing policy for Canadians. In this policy paper the National Indian Brotherhood has offered an alternative to the government, and intends to support the Minister's initiatives in adopting this alternative and fulfilling the federal government's unique commitment to the Indian peoples of Canada.

The National Indian Brotherhood urges the hon. members of the House Standing Committee on Indian Affairs to use the influence and prestige of their Committee to recommend to Parliament whatever action is necessary to hasten the adoption of this Indian policy on housing which is based on the expressed aspirations of the Indian peoples of Canada.

I would like to mention that since this submission has been made to the Minister of Indian Affairs on April 18, 1974 there has been a response from the Minister of Indian Affairs, the present Minister of Indian Affairs, the Hon. Judd Buchanan, asking for a meeting with me to discuss the policy paper. I responded and said that I would review this with my colleagues. We recently had a National Indian Brotherhood executive council meeting and we reviewed very thoroughly the letter, and the National Indian Brotherhood executive council has gone on record by passing a resolution asking that they and council discuss the position of the National Brotherhood as it relates to this declaration at an executive council meeting. I informed the Minister by telephone and I have also written to him—I do not think the letter has reached him yet—in terms of the request of the National Indian Brotherhood in this connection.

As you are aware, we had a meeting last Wednesday with the Cabinet Committee on Social Affairs and we discussed the possibilities of formalizing a relationship between the National Indian Brotherhood and the Cabinet in relation to the many problems that Indian people face, because, as Indian people, we are frustrated. Maybe I am frustrated but the people that I represent at the community level are more frustrated than I am. And I think the recent events, the recent action by Indian people at the community level shows how frustrated the Indian people are. Indians represent only 1½ per cent of the Canadian population and when they take a 30-30 to challenge the modern weapons of the R.C.M.P. and so on I think you can appreciate how frustrated the Indian people must be, when they take such action. Any race of people in my opinion would take the action that my people have taken when their backs are against the wall, and I think our backs are against the wall in this relation.

[Interprétation]

surer des fonds à long terme. Les discussions qu'on nous avait promises entre le Comité du Cabinet et le Conseil exécutif de la Fraternité nationale indienne peut traiter de ces questions et d'autres questions qui ont trait à la stabilité et à la longue durée du programme d'habitation.

Pendant qu'on développe des politiques et des programmes qui peuvent être appliqués, le programme d'habitation devrait se poursuivre afin de satisfaire les besoins urgents qui existent dans le moment.

Dans le passé, les propositions pour les fonds d'habitation présentées par le ministère des Affaires indiennes au Conseil du Trésor ont dû faire face à de l'opposition. On peut sans doute attribuer cet effet à la tentative du gouvernement de faire fonctionner l'habitation pour les Indiens de pair avec la politique d'habitation des Canadiens. Dans ce livret sur la politique, la Fraternité nationale des Indiens a offert un choix au gouvernement et entend soutenir les initiatives du Ministre en adoptant ce choix et en aidant au gouvernement fédéral à se décharger de ses obligations au peuple indien du Canada.

La Fraternité nationale des Indiens encourage les honorables députés du comité permanent de la Chambre sur les affaires indiennes, à user de l'influence et du prestige de leur comité, afin de recommander au Parlement les mesures qu'ils jugeront nécessaires afin d'assurer l'adoption de la politique indienne sur l'habitation, basée sur les aspirations qu'ont exprimées les peuples indiens du Canada.

J'aimerais mentionner que depuis que cette soumission a été déposée devant le ministre des Affaires indiennes, le 18 avril 1974, l'actuel ministre des Affaires indiennes, l'honorable John Buchanan, nous a répondu en nous demandant de le rencontrer afin de discuter de notre livret sur les politiques. J'ai répondu et j'ai dit que j'étudierais la question avec mes collègues. Nous avons récemment eu une rencontre du conseil exécutif de la Fraternité nationale des Indiens et nous avons complètement revu la lettre; le conseil exécutif de la Fraternité nationale des Indiens a adopté une résolution demandant que le conseil discute de l'opposition de la Fraternité nationale en ce qui a trait à cette déclaration lors d'une réunion du conseil exécutif. J'en ai avisé le Ministre par message téléphonique et je lui ai écrit, en plus—je ne crois pas que la lettre lui soit encore parvenue—pour ce qui est de la demande de la Fraternité nationale des Indiens.

Comme vous le savez, nous avons rencontré le comité du Cabinet sur les affaires sociales mercredi dernier, et nous avons discuté des possibilités de rendre formelle l'association entre la Fraternité nationale des Indiens et le Cabinet en ce qui a trait aux nombreux problèmes auxquels ont à faire face les Indiens, étant donné que nous, les Indiens, sommes frustrés. Il est possible que je sois frustré, mais les gens que je représente au niveau communautaire, sont plus frustrés que moi. Je crois que les événements récents et que les gestes posés récemment par les Indiens au niveau communautaire, montrent jusqu'à quel point ils sont frustrés. Les Indiens ne représentent que 1½ p. 100 de la population canadienne, et quand ils doivent prendre une 30-30 pour se défendre contre l'armement moderne de la Gendarmerie royale, vous pouvez comprendre comment nous sommes frustrés de devoir prendre de telles mesures. S'il était acculé au mur, n'importe quel peuple, d'après moi, prendrait les mesures qu'a prises mon peuple, et je crois que nous sommes vraiment acculés au mur à cet égard.